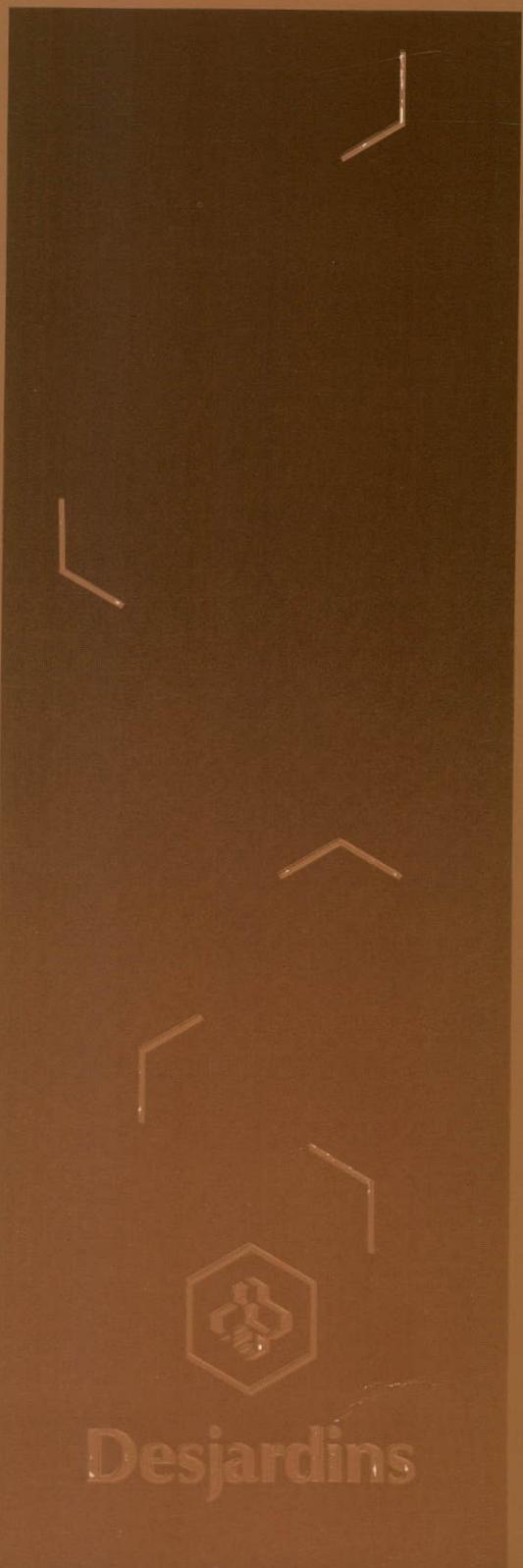


R A P P O R T 1 9 8 5

C

société sid
d'investissement
desjardins ®





« Les représentants de nos actionnaires participent activement, à travers le conseil d'administration, aux activités de la SID qui ont inclus des transactions très importantes au cours de la dernière année. Nous tenons à remercier nos actionnaires pour leur appui au cours des années, ainsi que nos compagnies associées qui ont contribué à l'atteinte, par la SID, de résultats exceptionnels en 1985. »

**Sommaire**

3 Message aux actionnaires

5 Rapport d'opération

10 Conseil d'administration
 et direction

13 États financiers consolidés

26 Mission corporative

27 Nos associés

36 Placements de portefeuille

MESSAGE AUX ACTIONNAIRES



À l'issue de sa douzième année d'opération, la Société d'investissement Desjardins présente des résultats exceptionnels qu'il faut mettre en perspective. Nos résultats doivent être considérés et interprétés sous deux angles distincts: celui de la performance de nos associés, d'une part, celui des transactions spécifiques initiées par la SID, d'autre part.

Excellent performance de nos compagnies associées

Nos associés ont bénéficié, en 1985, d'une seconde année complète de croissance économique et leur performance a égalé et même, dans plusieurs cas, surpassé les hauts niveaux atteints en 1984. Plusieurs d'entre eux avaient préparé des budgets qui prévoyaient une progression plus modeste en 1985, estimant que les performances records de l'année précédente seraient difficiles à égaler. Or, la qualité de la gestion de l'après-crise que nous avions soulignée l'an dernier ne s'est pas démentie chez plusieurs de nos associés et a produit des résultats en forte progression dans le contexte favorable de 1985. Notre quote-part de leurs bénéfices nous a permis d'atteindre un nouveau sommet de 14,5 millions de dollars au chapitre de notre bénéfice avant postes extra-

ordinaires, en progrès sensible sur le sommet précédent de 10,9 millions de dollars atteint en 1984. Ces résultats témoignent de l'excellente qualité du portefeuille bâti par la SID au cours des années, et nous encourageant aussi à maintenir le support que nous apportons à nos associés. Bien que l'effet de ce support ne soit pas quantifiable au niveau des résultats, l'appréciation de nos associés confirme que notre contribution à leur succès est bien réelle.

Les bénéfices de notre stratégie

Si notre bénéfice «régulier» est impressionnant, que dire de nos postes extraordinaires qui viennent ajouter 22,0 millions de dollars au bénéfice net en 1985? Ceux-ci proviennent principalement de profits résultant de ventes de participations permanentes, dont celle de Sico Inc. qui a généré un profit (net des impôts exigibles) de plus de 18 millions de dollars. Cette transaction a donc constitué un fait marquant et il convient de la situer dans la stratégie de la SID. L'an dernier, notre message aux actionnaires faisait mention d'une redéfinition de notre mission comme société de capital de développement. Nous expliquions que «nous voulons être perçus, par l'entreprise en développement, comme l'associé financier le plus utile lors d'un premier recours à du capital extérieur. Nous pouvons par la suite aider efficacement notre partenaire à bien préparer l'étape suivante qui peut être la mise en bourse». On peut constater que la transaction de Sico illustre très bien notre stratégie. Rappelons que c'est au printemps 1977 que la SID se portait acquéreur de 49,9% des actions de Sico; nous augmentions notre position en 1981 à plus de 50% et détenions 53% des actions au moment de la vente de notre bloc à la fin de 1985.

Notre objectif de départ était d'appuyer la direction de l'entreprise et d'en favoriser la croissance et la rentabilité. Au moment de notre prise de participation initiale chez Sico, nous connaissions ses ventes de 1976 qui avaient totalisé 25,7 millions de dollars, et nous anticipions un bénéfice de quelques centaines de milliers de dollars. Les résultats de 1985 montrent bien le chemin parcouru: des ventes de 108,6 millions de dollars et un bénéfice net de 6,1 millions de dollars.

Nos associés étaient les principaux dirigeants de l'entreprise et maintes fois, ceux-ci avaient exprimé un fort intérêt à se porter acquéreurs du contrôle de Sico. Comme nous avions largement réalisé les objectifs que nous étions fixés au moment de l'acquisition, comme l'entreprise était très bien structurée et prête à devenir publique avec une mission de taille respectable (27,5 millions de dollars), et comme nous étions convaincus que l'équipe Sico était en mesure de poursuivre sa progression et d'en faire bénéficier le public, nous avons pensé que l'occasion était idéale pour encaisser un profit substantiel. Nous avons donc pris l'initiative d'élaborer une transaction qui permettrait à la fois à la direction de Sico et à la SID d'atteindre leurs objectifs respectifs. Ce faisant, nous avons contribué à mettre en bourse une des entreprises québécoises ayant le mieux réussi à prendre le leadership dans son secteur d'activité. Cette transaction illustre d'éclatante façon le rôle de partenaire financier tel que nous le concevons à la SID.

Le profit encaissé lors de la vente de notre bloc de Sico nous a permis tout d'abord de verser un dividende spécial de 9,3 millions de dollars à nos actionnaires. Au total nous avons donc versé 11,4 millions de dollars à nos actionnaires en 1985, soit dix fois plus

que l'année précédente. Nous étions heureux de pouvoir produire un tel rendement à nos actionnaires qui ont si bien soutenu le développement de la SID pendant ses douze années d'existence. Le bénéfice de la transaction Sico a aussi procuré à la SID une entrée nette de fonds (après dividende) qui lui permettra de financer son développement pour plusieurs mois sans appel de nouveau capital. En somme, notre association avec Sico et la transaction réalisée en 1985 mettent en valeur tout le potentiel de notre mission de société de capital de développement. Notre défi demeure de s'associer à des entreprises qui se développeront aussi bien que Sico et nos acquisitions réalisées en 1985 visent ce degré d'excellence.

Il est important de souligner que notre stratégie n'entraîne pas nécessairement des ventes chaque année. Elle se fonde plutôt sur la réalisation des objectifs ainsi que sur l'évolution des performances de chacune de nos compagnies associées. Notre bénéfice net incluant les postes extraordinaires sera donc moins substantiel en 1986. À moyen terme, nous sommes convaincus que d'autres succès viendront confirmer le bien-fondé de notre stratégie.

La participation des employés, un gage de succès

Un autre point que nous souhaitons faire ressortir de notre association avec Sico est l'importance de la participation des employés à la propriété de l'entreprise. Dans une causerie que je prononçais à la Chambre de commerce de Montréal, j'exprimais l'opinion que pour les gestionnaires éclairés, la réalité de l'entreprise est que les employeurs et les employés sont dans le même bateau pour le meilleur et pour le pire. « Se trouver dans le même bateau, c'est partager un sort

commun, c'est viser ensemble un même but, c'est déployer ses efforts vers un même objectif. »

Ces principes représentent un idéal qui n'est pas facile à atteindre. Chez Sico, on a utilisé différentes stratégies dont celle de favoriser la participation des employés à la propriété de l'entreprise. Avant même que la SID ne s'associe à Sico, le fondateur avait invité un certain nombre de cadres et d'employés clés à acheter des actions de l'entreprise. En 1983, la SID a préparé avec la direction, la mise en place d'un plan d'achat d'actions ouvert à tous les employés, et a autorisé l'émission de 100 000 actions supplémentaires à cet effet. Un grand nombre d'employés se sont prévalu de l'occasion, et l'on peut penser que leur engagement n'est pas étranger aux succès sans cesse grandissants de Sico. Au moment de l'émission publique, la direction s'est engagée à poursuivre ce plan en libérant de nouvelles actions. La volonté de la direction d'associer tous les employés à la propriété de l'entreprise, et la réceptivité d'un grand nombre d'entre eux à cette occasion assurent des relations de travail axées sur le partenariat plutôt que sur la confrontation. C'est un point très positif dans les perspectives d'avenir de Sico.

Plusieurs des entreprises auxquelles nous sommes associés vont dans cette direction et nous les encourageons fortement à le faire. En entrant au capital-actions de Les Industries Ling Inc. en 1984, nous le faisons en même temps que la grande majorité des 110 employés qui répondaient favorablement à l'invitation de l'employeur. Point n'est besoin de confirmer que dans cette entreprise, on a compris de part et d'autre qu'on est dans le même bateau et que le succès repose sur la concertation et la collaboration.

Remerciements

Au cours de l'année 1985, le conseil d'administration a accepté à grand regret le départ de trois administrateurs: messieurs Jean-Marie Ouellet, Denis Giroux et Jacques Leblanc. Nous les remercions tous trois de leur contribution aux travaux du conseil.

Nous souhaitons tout particulièrement souligner l'apport de monsieur Jean-Marie Ouellet, dont l'association avec la SID à titre d'administrateur remonte à la fondation de la Société. Il a de plus présidé notre conseil pendant deux ans, en 1975 et 1976.

Nous avons été heureux d'accueillir deux nouveaux administrateurs, messieurs Jacques Bertrand et Pierre Lamy. Si cette année cruciale nous a permis d'offrir un rendement aussi exceptionnel à nos actionnaires, tout en établissant de nouvelles associations, il convient d'attribuer sa part de mérite à l'équipe permanente de la SID qui poursuit avec enthousiasme et compétence la mission de notre entreprise.



Guy Bernier
Président du conseil
et chef de la direction

RAPPORT D'OPÉRATION



Les faits saillants

L'année 1985 a été marquée par quelques transactions très importantes réalisées par la SID et par certains de ses associés. La vente de notre bloc de contrôle de Sico doit être évaluée en fonction non seulement des résultats de l'année, mais aussi de ceux des quelques années précédentes. Nous reprenons ce point dans nos commentaires du rendement obtenu par la SID sur son capital.

Comme le message aux actionnaires a couvert plusieurs aspects de la transaction, nous soulignerons simplement qu'elle s'est réalisée dans les meilleures conditions pour nous et nos partenaires de Sico. Puisque c'était la transaction de vente la plus importante de l'histoire de la SID, il était essentiel qu'elle soit bien perçue tant par nos associés actuels que par les entreprises qui envisagent de s'associer à nous. Enfin, nous avons encore une fois fait la preuve que nous favorisons l'inscription en bourse d'entreprises bien préparées, et que nous pouvons appuyer ces entreprises dans leur démarche: l'exemple de la mise en bourse de Sico en 1985 s'ajoute à celui de Le Groupe Canam Manac Inc. en 1984.

Au cours de la dernière année, la SID s'est associée à deux entreprises très dynamiques dans leurs secteurs respectifs. Tout d'abord, nous avons réalisé, sous forme d'achat d'actions (25%) et d'avance d'actionnaire, un investissement de près de 4 millions de dollars dans Camoplast Inc. Cette entreprise fabrique des composantes polymériques destinées au secteur industriel. Ses ventes ont totalisé plus de 40 millions de dollars, une bonne partie de celles-ci sur le marché américain.

La SID a aussi acquis une participation au capital (45%) de Celliers du Monde Inc., assortie d'une avance d'actionnaire, soit un investissement total de 1,5 million de dollars. Cette entreprise se spécialise dans la production, l'implantation et la distribution d'apéritifs, de cidres et de vins.

D'autres acquisitions importantes ont été réalisées en 1985 par certains de nos associés. Mentionnons l'achat, par notre filiale Crédit Industriel Desjardins Inc., de 100% des actions de Location de camions Locam Ltée, transaction qui renforce sa

présence dans le secteur de la location commerciale.

Parmi nos associés, l'entreprise la plus active au niveau des acquisitions a certes été Le Groupe Canam Manac. Cette entreprise a d'abord acquis, via sa filiale Meubles Biltrite Ltée, les actifs de Nightingale Industries Ltd. La filiale opère depuis lors sous le nom de Biltrite Nightingale Inc. et a procédé, en octobre 1985, à un appel public à l'épargne d'un montant de 5,5 millions de dollars. Le Groupe Canam Manac s'est ensuite porté acquéreur de 70% des actions de Pitt Steel Holdings Ltd, une entreprise ontarienne spécialisée dans l'entreposage, la transformation et la distribution de produits d'acier. Enfin, notre associé a réalisé l'acquisition de Standard Building System Inc., une entreprise située au Maryland et spécialisée dans

la fabrication de poutrelles d'acier. Déjà chef de file de ce secteur au Canada, Le Groupe Canam Manac augmente, par cette acquisition, à près de 10%, sa part du marché américain.

Corporation de Gestion La Vérendrye a acheté 100% des actions de Les Entreprises Bussières Ltée, une entreprise de transport opérant dans l'est du Québec, les Maritimes et le nord-est américain. La Vérendrye élargit ainsi d'une façon très complémentaire le réseau de sa filiale Transport Brazeau Inc. et devient le cinquième transporteur le plus important au Canada. Corporation Provost Ltée a pour sa part racheté de La Vérendrye une entreprise de transport par camion citerne, Transport Salaberry Inc. Cette transaction accentue sa dominance du transport en vrac dans l'est du Canada.

Prix d'excellence

La Société d'investissement Desjardins décerne, pour la seconde année, un prix d'excellence à l'entreprise associée qui a obtenu le meilleur rendement sur l'avoir des actionnaires. C'est Le Groupe Canam Manac qui remporte cet honneur pour sa performance de 1985. Cette entreprise a réalisé un rendement de 27% sur la base du bénéfice avant postes extraordinaires et de 41% lorsqu'on tient compte des postes extraordinaires. Cette performance a été réalisée en même temps que l'entreprise complétait trois transactions majeures. Il convient de souligner le dynamisme de la direction, ainsi que la qualité du travail de tout le personnel. Les excellents résultats de Le Groupe Canam Manac ont été reconnus d'une autre façon par la Chambre de Commerce du Québec, qui lui décernait récemment le Mercure de l'année dans la catégorie des entreprises de fabrication.



Présentation des états financiers

Pour faciliter la compréhension des états financiers de la SID et présenter, d'une façon plus pertinente, l'information financière sur ses opérations et sur l'ensemble de ses associés, il avait été décidé, en 1984, de ne plus consolider à nos états financiers tous les postes du bilan et des résultats d'une de nos filiales, le Crédit Industriel Desjardins. Depuis l'an dernier, le placement dans le CID apparaît plutôt à notre bilan à sa valeur de consolidation, alors qu'à notre état des résultats, on retrouve la quote-part des résultats d'une filiale non consolidée. Ce changement de présentation avait été motivé par le fait qu'une institution financière comme le CID utilise un levier financier fort différent de celui d'une entreprise industrielle. Les états financiers du CID sont joints en complément d'information à nos propres états.

La vente, le 13 décembre 1985, de notre participation dans Sico, une de nos filiales à cette date, nous amène aussi à présenter ce placement à sa valeur de consolidation. Ainsi donc, en 1985, de même qu'en 1984 pour fins de comparaison, la part des bénéfices attribuables à Sico apparaît à notre état des résultats comme quote-part des résultats d'une filiale aliénée en cours d'exercice.

Notre bilan de 1984 comptabilise le placement dans Sico, à la rubrique «Participations permanentes» dans la section des filiales non consolidées à la valeur de consolidation. En 1985, la rubrique «Participations permanentes» exclut le placement dans Sico, vendu en cours d'exercice. La note 1 de nos états financiers fait état de ce changement comptable.

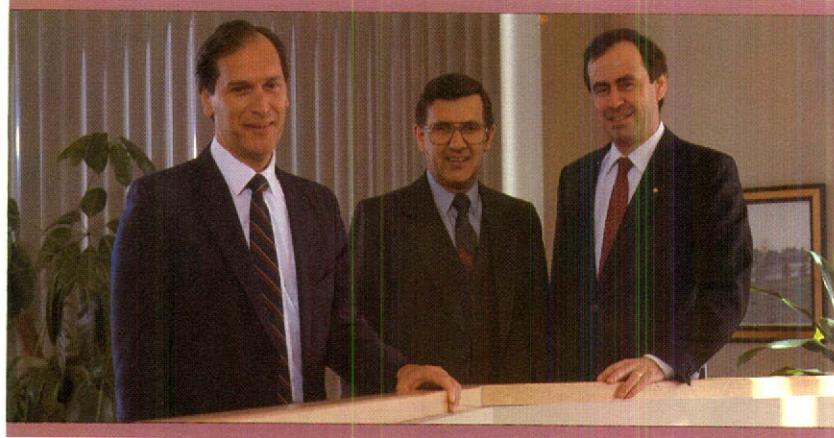
Le bilan consolidé

Le bilan consolidé de la SID regroupe donc, outre ses propres comptes, ceux de Culinar Inc. Nos investissements dans le CID ainsi que dans nos compagnies satellites sont comptabilisés à la valeur de consolidation. Nos placements de portefeuille sont présentés à leur coût d'acquisition. L'augmentation de 19 millions de dollars de nos actifs consolidés provient de la contribution propre de la SID aux bénéfices, après paiement de plus de 11 millions de dollars en dividendes à ses actionnaires. Les ratios d'endettement par rapport à l'avoir des actionnaires se sont considérablement améliorés alors que les bénéfices augmentaient fortement et que la dette à long terme et les emprunts bancaires diminuaient de plus de 13 millions de dollars au total.

Croissance de l'avoir des actionnaires
(millions de dollars)

1985	123,7
1984	98,5
1983	85,8
1982	80,5
1981	78,8
1980	70,6

Messieurs Alain Lecours et Jean-Denis Côté de Celliers du Monde Inc. et Paul Gauthier de la SID.



Les résultats consolidés

Bien que les revenus de 1985 aient accusé un léger recul sur ceux de 1984, la marge bénéficiaire consolidée a, quant à elle, connu une amélioration significative. En effet, les revenus ont atteint 403,5 millions de dollars en 1985 versus 407,9 millions de dollars l'année précédente, suite à une baisse des ventes de Culinar, alors que la marge bénéficiaire est passée de 59,6 millions de dollars à 64,1 millions de dollars. L'amélioration de la marge brute est attribuable principalement à une hausse de productivité et à la compression de certains frais chez Culinar.

Notre quote-part des résultats des compagnies satellites a plus que triplé en 1985 pour atteindre tout près de 2,8 millions de dollars. Soulignons dans ce résultat, la contribution particulière de Le Groupe Canam Manac dont les bénéfices d'opération se sont hissés à de nouveaux sommets.

Le bénéfice consolidé de la SID avant postes extraordinaires a totalisé 14,5 millions de dollars par rapport à 10,9 millions de dollars l'année précédente. Cette majoration importante témoigne de l'excellente performance réalisée par la plupart de nos associés.

Au cours de 1985, les postes extraordinaires ont apporté une contribution majeure à nos résultats. La vente de notre participation majoritaire dans Sico explique, dans une très grande mesure, ce gain extraordinaire. La disposition de nos actions de Nordair a aussi produit un profit. Enfin, nous bénéficions d'une quote-part des bénéfices extraordinaires enregistrés par Le Groupe Canam Manac et Corporation Provost.

L'ensemble de ces résultats permet à la SID de dégager un bénéfice net record de 36,5 millions de dollars pour l'année 1985

par rapport au sommet précédent de 14,7 millions de dollars atteint en 1984.

Rendement sur l'avoir des actionnaires

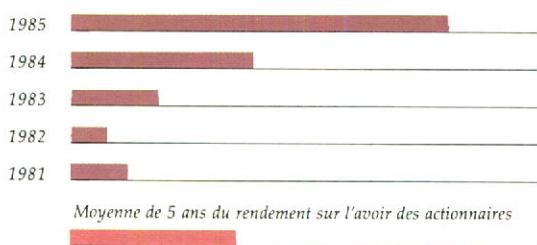
Le rendement sur l'avoir moyen des actionnaires a atteint 32,8% en 1985, en regard de 16,0% l'année précédente.

Ces chiffres sont certes emballants, mais il convient de les mettre en perspective. La performance d'une société de capital de développement comme la SID doit être appréciée sur la durée d'un cycle économique complet. Bien que les cycles ne soient pas toujours de même durée, on accepte généralement de considérer une période de cinq ans.

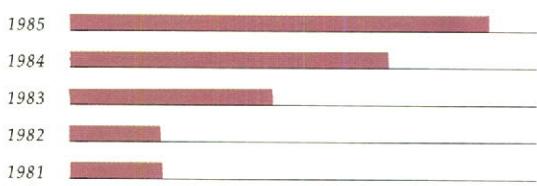
La mesure du rendement à l'intérieur d'un cycle de cinq ans permet de mieux interpréter la performance de la SID, puisqu'elle prend, d'une part, les bénéfices extraordinaires provenant de transactions ponctuelles et irrégulières et qu'elle tient compte, d'autre part, des performances moins intéressantes enregistrées lors d'années de récession comme celle très sévère de 1982.

Pour les cinq dernières années, la SID a obtenu un rendement annuel moyen après impôt sur l'avoir moyen de ses actionnaires de 14,5%, les années extrêmes produisant des rendements de 32,8% en 1985 et de 2,9% en 1982. Il faut souligner que la performance de la SID dans le secteur de l'investissement au Canada a été, à chacune des cinq dernières années, supérieure à la moyenne obtenue en prenant un échantillonnage d'entreprises bien cotées dans ce domaine.

Rendement sur l'avoir des actionnaires (%)



Bénéfice avant postes extraordinaires (millions de dollars)



Bénéfice net (millions de dollars)

1985		36,5
1984		14,7
1983		6,3
1982		2,3
1981		3,8

Perspectives

La SID déplorait l'an dernier d'avoir à faire face à une compétition qui bénéficie d'avantages fiscaux qui ne lui sont pas accessibles. Nous nous étions fixés comme objectif pour 1985, de sensibiliser les autorités gouvernementales au rôle des sociétés de capital de développement et de les inciter à prendre des mesures favorisant un contexte concurrentiel plus équitable.

Le gouvernement du Québec reconnaissait effectivement en 1985 l'importance d'une meilleure capitalisation des entreprises, et le rôle que les investisseurs privés peuvent jouer à ce niveau. La création des sociétés de placements dans l'entreprise québécoise (S.P.E.Q.) permet dorénavant aux sociétés de capital de risque privées, aussi bien qu'aux particuliers, d'investir à titre d'actionnaires d'entreprises, et de bénéficier, à certaines conditions, d'un dégrèvement fiscal significatif.

Ces nouvelles règles du jeu vont donner à l'entrepreneur beaucoup de souplesse lorsqu'il planifiera l'élargissement de l'actionnariat de son entreprise. À travers une SPEQ et en association avec une société de capital comme la SID, il pourra lui-même investir dans son entreprise, inviter ses proches collaborateurs et ses employés à le faire, tout en bénéficiant d'avantages fiscaux. Nous apprécions ces nouvelles avenues et nous estimons qu'elles vont favoriser le développement des PME au Québec.

Au cours des prochains mois, nous comptons réaliser plusieurs investissements et recycler ainsi dans de nouvelles compagnies associées, une partie des fonds obtenus suite à la disposition de placements. Nous nous proposons d'élargir notre réseau d'affaires, notamment en concrétisant des alliances susceptibles de nous apporter de

nouvelles occasions d'affaires. Notre bénéfice sera moins important en 1986, mais nous poursuivrons nos efforts pour réaliser des investissements qui nous permettront, au cours des prochaines années, d'obtenir des résultats se rapprochant de ceux de 1985.

Paul Gauthier
Président-directeur général

C CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DIRECTION

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Guy Bernier

*Président du conseil
et chef de la direction*

Président et chef de la direction
Fédération des caisses populaires Desjardins
de Montréal et de l'Ouest-du-Québec

Henri-Paul Trudel

*Vice-président du conseil
Président*

Fédération des caisses populaires Desjardins
du centre du Québec

Oscar Mercure

*Secrétaire
Président*

Assurance-vie Desjardins

Paul Gauthier

Président-directeur général
Société d'investissement Desjardins

Jean-Eudes Bergeron

Premier vice-président et directeur général
Fédération des caisses populaires Desjardins
du Saguenay-Lac St-Jean

Jacques Bertrand

Premier vice-président et directeur général
Fédération des caisses populaires Desjardins
de Québec

Denis Frenière

Président-directeur général
Fédération des caisses populaires Desjardins
de Richelieu-Yamaska

Wesley Hogg

Premier vice-président et directeur général
Fédération des caisses populaires Desjardins
du Bas St-Laurent

Pierre Lamy

Conseiller économique et financier

Bernard Larose

Directeur des services administratifs
Les Pavillons Jeunesse (Joliette)

Marcel Marcotte

Administrateur
Fédération des caisses populaires Desjardins
de Québec

Bertin F. Nadeau

*Président du conseil
Président et chef de la direction*
Unigesco Inc.

Alfred Nicol

Directeur
Caisse populaire Palmarolle

François Richard

*Premier vice-président
et directeur général - administration*
Fédération des caisses populaires Desjardins
de Montréal et de l'Ouest-du-Québec

G. Roger Roy

Président du conseil
Fédération des caisses populaires Desjardins
de l'Estrie

Robert Soupras

Conseiller spécial
Fédération des caisses d'économie Desjardins
du Québec

Membres du comité de vérification:

Wesley Hogg, Pierre Lamy,
François Richard

Membres du comité de rémunération:

Guy Bernier, Oscar Mercure,
Bertin F. Nadeau

Membres du comité d'investissement en capital de risque:

Pierre Lamy, Bernard Larose,
Oscar Mercure, Alfred Nicol,
François Richard, G. Roger Roy,
Henri-Paul Trudel

Membres du comité des secteurs traditionnels:

Jean-Eudes Bergeron, Jacques Bertrand,
Denis Frenière, Wesley Hogg,
Marcel Marcotte, Bertin F. Nadeau,
Robert Soupras



DIRECTION

Direction générale

Guy Bernier
*Président du conseil
et chef de la direction*

Paul Gauthier
Président-directeur général

Francine Durocher Monin
Secrétaire adjointe

Services corporatifs

Raymond Gagné
Vice-président senior
Germain Benoît
Jean Matteau

Investissement
Pierre Brunet
Vice-président
Serge Desjardins
Daniel Laporte

Finances

Bernard Paradis
Vice-président et trésorier
Viviane Leblanc
Trésorière adjointe
Jocelyn Devost

Rapport des vérificateurs

Aux actionnaires de la
Société d'investissement Desjardins

Nous avons vérifié le bilan consolidé de la Société d'investissement Desjardins au 31 décembre 1985 ainsi que les états consolidés des bénéfices non répartis, des résultats et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date et nous avons obtenu tous les renseignements et les explications demandés. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté, par conséquent, les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, au meilleur des renseignements et des explications qui nous ont été donnés et tel qu'il appert aux registres comptables de la Société, ces états financiers consolidés présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent, compte tenu du redressement rétroactif mentionné à la note 2.

Mahieu Noisseux

Comptables agréés
Montréal, le 20 février 1986

Société d'investissement Desjardins

**ÉTATS
FINANCIERS
CONSOLIDÉS**

1 9 8 5

**BILAN
CONSOLIDÉ**

Société d'investissement Desjardins

31 décembre 1985

Actif	1985	1984
		(redressé note 2)
Court terme		
Encaisse, billets et dépôts à terme	22 165 569 \$	2 858 713 \$
Débiteurs (note 4)	28 355 143	29 751 638
Impôts sur le revenu		1 787 027
Stocks (note 1)	31 954 399	36 628 518
Frais payés d'avance	583 904	590 511
Montants encaissables sur les prêts à long terme au cours du prochain exercice	437 400	422 973
Obligations échéant au cours du prochain exercice		1 498 750
	83 496 415	73 538 130
Prêts à long terme	3 432 498	2 387 707
Billets et obligations (note 5)	9 933 948	787 916
Participations permanentes (note 6)	53 875 977	57 991 662
Immobilisations (note 7)	92 424 331	88 167 155
Autres éléments d'actif (note 8)	19 102 381	20 367 360
	262 265 550 \$	243 239 930 \$
Passif et avoir des actionnaires		
Court terme		
Emprunts bancaires	15 800 000 \$	19 709 254 \$
Créditeurs et frais courus	31 479 336	34 366 014
Impôts sur le revenu	3 825 700	
Versements sur la dette à long terme échéant au cours du prochain exercice	1 160 137	1 663 182
	52 265 173	55 738 450
Dette à long terme (note 9)	38 895 723	47 852 066
Impôts sur le revenu reportés	10 447 000	9 310 000
	101 607 896	112 900 516
Intérêts minoritaires	36 917 916	31 863 094
Avoir des actionnaires		
Capital-actions (note 10)	58 372 571	58 372 571
Bénéfices non répartis	65 367 167	40 103 749
	123 739 738	98 476 320
	262 265 550 \$	243 239 930 \$

Au nom du conseil d'administration

Henry Leenier Administateur

Barthélémy Administateur

**BÉNÉFICES
NON RÉPARTIS
CONSOLIDÉS**

Société d'investissement Desjardins

Exercice terminé le 31 décembre 1985

	1985	1984 (redressé note 2)
Bénéfices non répartis avant surplus d'apport au début		
Déjà établi	39 692 104 \$	25 833 616 \$
Quote-part du redressement affecté à des exercices antérieurs d'une filiale et d'une compagnie satellite (note 2)	(1 666 731)	(1 508 851)
Redressé	38 025 373	24 324 765
Bénéfice net	36 519 579	14 718 909
	74 544 952	39 043 674
Quote-part des opérations sur capitaux propres de filiales et de compagnies satellites	181 048	65 117
Dividende	74 726 000	39 108 791
Dividende spécial	2 178 516	1 083 418
	9 258 693	1 083 418
Bénéfices non répartis avant surplus d'apport à la fin	11 437 209	38 025 373
Surplus d'apport	2 078 376	2 078 376
Bénéfices non répartis à la fin	65 367 167 \$	40 103 749 \$

**RÉSULTATS
CONSOLIDÉS**

Société d'investissement Desjardins

Exercice terminé le 31 décembre 1985

	1985	1984 (redressé note 2)
Revenus (note 11)	403 467 546 \$	407 965 459 \$
Coût des ventes et autres frais	339 329 301	348 375 124
	64 138 245	59 590 335
Frais financiers et d'exploitation		
Intérêts de la dette à long terme	5 496 320	5 704 293
Intérêts des emprunts à court terme	1 738 006	1 989 027
Frais généraux et d'administration	22 083 302	21 604 047
Frais de recherche et de développement (incluant l'amortissement de 322 000 \$ en 1985 et de 296 000 \$ en 1984)	2 335 926	2 311 584
Amortissement des immobilisations	7 479 602	6 543 840
Amortissement de l'achalandage de consolidation	1 148 450	1 078 935
	40 281 606	39 231 726
Bénéfice avant impôts, intérêts minoritaires, quote-part et postes extraordinaires	23 856 639	20 358 609
Impôts sur le revenu (note 12)	9 468 000	8 318 000
Bénéfice avant intérêts minoritaires, quote-part et postes extraordinaires	14 388 639	12 040 609
Intérêts minoritaires	7 054 905	5 923 912
	7 333 734	6 116 697
Quote-part dans les résultats		
Filiale non consolidée	1 110 365	1 107 696
Filiale non consolidée disposée au cours de l'exercice	3 224 169	2 940 909
Compagnies satellites	2 816 282	765 602
	7 150 816	4 814 207
Bénéfice avant postes extraordinaires (note 14)	14 484 550	10 930 904
Postes extraordinaires (note 13)	22 035 029	3 788 005
Bénéfice net (note 14)	36 519 579 \$	14 718 909 \$

**ÉVOLUTION
DE LA SITUATION
FINANCIÈRE
CONSOLIDÉE**

Exercice terminé le 31 décembre 1985

	1985	1984 (redressé note 2)
Exploitation		
Bénéfice avant postes extraordinaires	14 484 550 \$	10 930 904 \$
Postes ne comportant aucun mouvement de liquidités	10 011 878	10 235 465
	24 496 428	21 166 369
Variation nette des postes du fonds de roulement ne constituant pas des liquidités	5 117 736	(1 148 884)
Dividendes de filiales non consolidées et de compagnies satellites	1 644 778	1 102 855
Dividende	(2 178 516)	(1 083 418)
Dividendes versés aux intérêts minoritaires	(2 355 149)	(2 183 027)
Liquidités provenant de l'exploitation	26 725 277	17 853 895
Investissement		
Prêts	(1 658 299)	
Encaissement de prêts	587 963	358 830
Achats de billets et d'obligations	(9 146 032)	(286 666)
Ventes d'obligations	1 500 000	1 750 000
Achats de participations permanentes	(4 642 764)	(18 229 315)
Ventes de participations permanentes	40 100 825	14 625 000
Dividende spécial	(9 258 693)	
Achats d'immobilisations	(13 681 045)	(11 487 632)
Vente d'immobilisations et d'autres éléments d'actif	774 474	670 596
Redressement du prix d'achat des actions d'une filiale	(185 858)	(140 985)
Augmentation d'autres éléments d'actif	(1 099 226)	(584 189)
Produit de la vente des actions d'une filiale	2 166 174	
Liquidités provenant (absorbées par) l'investissement	5 457 519	(13 324 361)
Financement		
Intérêts minoritaires	460 908	
Émission d'actions	462 615	
Diminution de la dette à long terme	(9 427 594)	(6 127 865)
Liquidités absorbées par le financement	(8 966 686)	(5 665 250)
Augmentation (diminution) des liquidités	23 216 110	(1 135 716)
Liquidités au début	(16 850 541)	(15 714 825)
Liquidités à la fin (note 15)	6 365 569 \$	(16 850 541) \$

NOTES
COMPLÉMENTAIRES
AUX ÉTATS FINANCIERS
CONSOLIDÉS
31 décembre 1985

1. Principales pratiques comptables

Principes suivis en vue de la consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société d'investissement Desjardins et ceux de sa filiale : Culinar Inc. et ses filiales.

Le placement dans Crédit Industriel Desjardins Inc., une filiale détenue à 77,42 %, est comptabilisé à la valeur de consolidation étant donné que cette pratique comptable est la façon la plus pertinente de présenter l'information financière de la Société. Les états financiers consolidés de cette filiale sont joints aux présents états financiers.

Le placement dans Sico Inc., une filiale détenue à 53,44 % jusqu'au 13 décembre 1985, est comptabilisé à la valeur de consolidation (antérieurement consolidé) étant donné que la Société a disposé de ce placement. La comptabilisation à la valeur de consolidation est la façon la plus pertinente de présenter l'information financière de la Société. La présentation de certains postes de l'exercice précédent a été modifiée en fonction de celle de l'exercice courant pour tenir compte de la comptabilisation du placement dans Sico Inc., à la valeur de consolidation.

L'achalandage de consolidation est amorti selon la méthode de l'amortissement constant sur une période de 20 ans.

Participations permanentes

Le coût des participations permanentes inclut les honoraires professionnels spécifiquement encourus pour leur acquisition.

Stocks

Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif ou la méthode du coût moyen en utilisant les prix de revient complets. Les produits finis sont évalués au moindre du coût ou de la valeur nette de réalisation. Les autres stocks sont évalués au moindre du coût ou de la valeur de remplacement.

Immobilisations

La Société a adopté la politique d'amortir ses immobilisations selon la méthode de l'amortissement dégressif tandis que la filiale utilise la méthode de l'amortissement constant. Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode de l'amortissement constant sur la durée du bail plus la première période de renouvellement le cas échéant. Les taux d'amortissement suivants ont été utilisés :

Immeubles	2,5 % à 5 %
Machinerie	3,33 % à 20 %
Mobilier	20 %
Matériel roulant	10 % à 20 %

Frais de développement et de franchises

Les frais de développement et de franchises sont amortis selon la méthode de l'amortissement constant sur les périodes suivantes :

Frais de développement	3 ans
Frais de franchises	10 ans et 20 ans

NOTES
COMPLÉMENTAIRES
AUX ÉTATS FINANCIERS
CONSOLIDÉS

31 décembre 1985

Société d'investissement Desjardins

2. Modification dans l'application des principes comptables

Au cours de l'exercice, conformément aux nouvelles normes comptables, la filiale et une compagnie satellite ont adopté la méthode de comptabilisation des crédits d'impôt à l'investissement en réduction du coût des immobilisations. Cette méthode a été appliquée rétroactivement et les chiffres des exercices antérieurs ont été redressés. Ce redressement a réduit le coût non amorti des immobilisations de 2 695 949 \$, les intérêts minoritaires de 1 276 192 \$, les participations permanentes de 112 326 \$ et les bénéfices non répartis de 1 508 851 \$ au 31 décembre 1983. De plus, cette modification a réduit l'amortissement des immobilisations de 324 942 \$, les intérêts minoritaires de 120 410 \$, la quote-part dans les résultats d'une compagnie satellite de 23 232 \$ et les impôts sur le revenu ont été augmentés de 580 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 1984. Cette modification a également réduit de 146 291 \$ le bénéfice net de l'exercice courant.

3. Constitution

La Société a été constituée en vertu de la « Loi concernant La Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec » et, sous réserve des dispositions de cette loi, est régie par les dispositions de la deuxième partie de la Loi des compagnies, Québec.

4. Débiteurs

	1985	1984
Clients	28 033 575 \$	29 071 975 \$
Intérêts courus et autres débiteurs	321 568	218 881
Subventions		460 782
	28 355 143 \$	29 751 638 \$

5. Billets et obligations, au coût

	1985	1984
Billets	6 540 000 \$	
Obligations (valeur à la cote : 1985, 3 412 882 \$; 1984, 2 301 915 \$)	3 393 948	2 286 666 \$
	9 933 948	2 286 666
Portion échéant au cours du prochain exercice		1 498 750
	9 933 948 \$	787 916 \$

6. Participations permanentes

	1985	1984
Placements dans des filiales non consolidées, à la valeur de consolidation	16 353 655 \$	25 508 182 \$
Placements dans des compagnies satellites, à la valeur de consolidation (Le solde résiduel de l'achalandage de consolidation est de 5 401 188 \$)	32 073 518	23 070 610
Placements de portefeuille, au coût (Valeur à la cote si disponible ou valeur comptable : 1985, 5 299 538 \$; 1984, 10 428 395 \$)	5 448 804	9 412 870
	53 875 977 \$	57 991 662 \$

	Coût	Amortissement cumulé	1985	1984 Coût non amorti
			Coût non amorti	
Terrains	6 193 102 \$	8 898 326 \$	6 193 102 \$	6 379 937 \$
Immeubles	39 182 773	30 284 447	30 284 447	30 089 963
Machinerie	77 213 776	30 438 650	46 775 126	44 362 583
Mobilier	165 787	100 037	65 750	69 325
Matériel roulant	9 457 869	5 819 553	3 638 316	2 976 199
Améliorations locatives	7 053 184	1 585 594	5 467 590	4 289 148
	139 266 491 \$	46 842 160 \$	92 424 331 \$	88 167 155 \$
8. Autres éléments d'actif				
			1985 Coût non amorti	1984 Coût non amorti
Achalandage de consolidation			17 963 761 \$	19 265 116 \$
Autres			1 138 620	1 102 244
			19 102 381 \$	20 367 360 \$
9. Dette à long terme				
			1985	1984
Débentures				
Série A, 9 %, rachetables par anticipation, échéant le 31 mars 1989			5 082 300 \$	5 082 300 \$
Série B, 8,75 %, assujetties à un acte de fiducie comportant une charge flottante sur l'actif de la filiale, échéant de 1986 à 1988			1 170 000	1 500 000
Emprunts bancaires				
À des taux d'intérêt variables se rapprochant des taux préférentiels des banques à charte canadiennes dans le cadre de crédits rotatifs de 87 000 000 \$ convertibles en emprunts à terme échéant de 1988 à 1993			31 882 240	40 484 403
Emprunts hypothécaires				
À des taux variant de 10 à 12%, remboursables par des versements mensuels comprenant le capital et les intérêts et échéant à diverses dates			1 337 010	1 695 925
Autres emprunts				
Soldes sur le prix d'achat d'actions de filiales à des taux d'intérêt n'excédant pas 12 % et échéant à diverses dates			584 310	752 620
Versements sur la dette à long terme échéant au cours du prochain exercice			40 055 860	49 515 248
			1 160 137	1 663 182
			38 895 723 \$	47 852 066 \$

Les versements à effectuer sur la dette à long terme s'élèvent à environ : 1987, 723 000 \$; 1988, 2 590 000 \$; 1989, 11 237 000 \$ et 1990, 6 137 000 \$.

NOTES
COMPLÉMENTAIRES
AUX ÉTATS FINANCIERS
CONSOLIDÉS

31 décembre 1985

Société d'investissement Desjardins

10. Capital-actions

	1985	1984
Autorisé, nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale		
Émis et payé, 544 629 actions ordinaires	58 372 571 \$	58 372 571 \$

11. Revenus

	1985	1984
Ventes	402 012 168 \$	406 851 646 \$
Autres revenus	1 455 378	1 113 813
	403 467 546 \$	407 965 459 \$

12. Impôts sur le revenu

	1985	1984
Exigibles	8 284 000 \$	6 970 000 \$
Reportés	1 184 000	1 348 000
	9 468 000 \$	8 318 000 \$

13. Postes extraordinaires

	1985	1984
Profit résultant de ventes de participations permanentes moins les impôts exigibles de 3 700 000 \$	19 701 619 \$	2 489 137 \$
Annulation de dette		235 200
Renversement de la (provision) pour perte sur engagement	125 000	(575 000)
Postes extraordinaires d'une filiale moins les intérêts minoritaires	(75 114)	
Quote-part dans les postes extraordinaires de compagnies satellites	2 283 524	1 638 668
	22 035 029 \$	3 788 005 \$

14. Bénéfice par action

	1985	1984
Bénéfice par action avant postes extraordinaires	26,60 \$	20,07 \$
Bénéfice net par action	67,05 \$	27,03 \$

15. Liquidités

	1985	1984
Les liquidités sont constituées de :		
Encaisse, billets et dépôts à terme	22 165 569 \$	2 858 713 \$
Emprunts bancaires	(15 800 000)	(19 709 254)
	6 365 569 \$	(16 850 541)\$

**ÉTATS
FINANCIERS
CONSOLIDÉS**

Exercice terminé le 31 décembre 1985

Crédit Industriel Desjardins Inc.

Filiale non consolidée

Bilan consolidé

Actif	1985	1984
Placements		
Prêts industriels et commerciaux (note 3)	231 911 378 \$	190 114 208 \$
Créances provenant de contrats de location-financement (note 4)	121 560 002	69 780 724
Intérêts courus	2 583 559	2 222 687
	356 054 939	262 117 619
Provision pour pertes (note 5)	3 081 095	2 547 423
	352 973 844	259 570 196
Biens détenus pour fins de location-exploitation (note 6)	14 387 513	-
	367 361 357	259 570 196
Autres éléments d'actif		
Encaisse et effets à recevoir	329 878	72 698
Immobilisations (note 7)	1 194 139	882 519
Avantage fiscal	6 258 102	5 815 628
Autres actifs (note 8)	4 574 381	2 100 911
	12 356 500	8 871 756
	379 717 857 \$	268 441 952 \$
Passif		
Billets		
À ordre à court terme (note 9)	114 395 668 \$	93 239 000 \$
Garantis (note 10)	168 624 000	124 222 000
	283 019 668	217 461 000
Autres éléments de passif		
Chèques en transit	2 016 562	617 546
Emprunts bancaires	11 650 911	3 327 000
Dettes d'une filiale (note 11)	10 180 943	-
Autres passifs (note 12)	5 663 898	3 907 960
	29 512 314	7 852 506
Dettes subordonnées		
Débentures (note 13)	41 000 000	18 000 000
	353 531 982	243 313 506
Avoir des actionnaires		
Capital-actions (notes 14 et 20)	19 880 257	19 880 257
Bénéfices non répartis	6 305 618	5 248 189
	26 185 875	25 128 446
	379 717 857 \$	268 441 952 \$

Au nom du conseil d'administration,

Denis Tremblay

Administrateur

Jean Bégin

Administrateur

Résultats consolidés

	1985	1984
Revenu d'intérêt		
Intérêts sur prêts	21 455 071 \$	18 188 320 \$
Revenus non imposables	2 158 483	2 800 762
Revenus de location-financement	15 983 226	9 682 042
	39 596 780	30 671 124
Dépense d'intérêt	30 732 057	24 695 559
Revenu net d'intérêt	8 864 723	5 975 565
Revenu net de location-exploitation (note 15)	1 005 689	-
Revenu net	9 870 412	5 975 565
Autres revenus	1 035 731	917 035
Revenu net et autres revenus	10 906 143	6 892 600
Autres frais		
Provision pour pertes (note 5)	1 909 200	1 066 030
Salaires et avantages sociaux	3 933 987	2 735 689
Frais d'administration	3 702 516	2 395 320
	9 545 703	6 197 039
Bénéfice avant impôts	1 360 440	695 561
Impôts sur le revenu (note 16)	(682 916)	(1 410 979)
Bénéfice net	2 043 356 \$	2 106 540 \$
Bénéfices non répartis consolidés		
	1985	1984
Solde au début	5 248 189 \$	4 348 947 \$
Bénéfice net	2 043 356	2 106 540 \$
	7 291 545	6 455 487
Dividendes		
- actions privilégiées série 1, 12,25%	(612 500)	(612 500)
- actions ordinaires	(348 836)	(265 780)
A amortissement des frais d'émission d'actions déduction faite des impôts sur le revenu afférents	(24 591)	(24 662)
Excédent du prix de rachat sur la valeur attribuée aux actions ordinaires rachetées		(304 356)
	(985 927)	(1 207 298)
Solde à la fin	6 305 618 \$	5 248 189 \$

**NOTES
COMPLÉMENTAIRES
AUX ÉTATS FINANCIERS
CONSOLIDÉS**

31 décembre 1985

Crédit Industriel Desjardins Inc.

Filiale non consolidée

**Évolution de l'actif
relatif aux placements consolidée**

	1985	1984
Augmentation nette de l'actif relatif aux placements		
Prêts industriels et commerciaux	42 158 042 \$	29 375 608 \$
Créances provenant de contrats de location-financement	51 779 278	21 273 793
Biens détenus pour fins de location-exploitation	14 387 513	
	108 324 833	50 649 401
Provision pour pertes	533 672	(1 124 655)
	107 791 161 \$	51 774 056 \$
Provenance de l'actif relatif aux placements		
Fonds provenant de l'exploitation		
Bénéfice net	2 043 356 \$	2 106 540 \$
Postes n'affectant pas l'actif relatif aux placements		
Amortissement des immobilisations, de l'achalandage et de l'escompte et des frais relatifs à la dette	642 890	412 219
Impôts sur le revenu	(682 916)	(1 410 979)
	2 003 330	1 107 780
Dividendes versés	(961 336)	(878 280)
	1 041 994	229 500
Rachat d'actions ordinaires	-	(1 119 743)
Augmentation nette de la dette		
Billets	65 558 668	62 759 513
Dettes subordonnées	23 000 000	(9 748 000)
Dettes d'une filiale	10 180 943	
Solde dû sur acquisition de filiales	300 000	(100 000)
Encaisse, chèques en transit et emprunts bancaires	9 465 747	834 799
	108 505 358	53 746 312
Autres postes, montant net	(1 756 191)	(1 082 013)
	107 791 161 \$	51 774 056 \$

**Notes complémentaires aux états financiers consolidés
Exercice terminé le 31 décembre 1985**

1. Principales pratiques comptables

a) Principes de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la compagnie et ceux de ses filiales en propriété exclusive, Location Pierre Lafleur Ltée et Location de camions Locam Inc.

b) Détermination du revenu d'intérêt

Les revenus d'intérêt sur les prêts accordés à des entreprises sont déterminés en appliquant le taux d'intérêt sur le solde au début de chaque mois. Ces revenus sont comptabilisés selon la méthode de comptabilité d'exercice et les revenus courus non recouvrés sont renversés lorsque les prêts sont en arriérages de plus de 90 jours ou lorsque la compagnie a des doutes quant à leur recouvrement.

Les revenus de location-financement non gagnés représentent l'excédent du montant brut à recevoir des contrats de location-financement sur le coût des éléments d'actif loués, déduction faite de leur valeur résiduelle estimative. Ces revenus non gagnés sont inscrits aux livres lorsque le contrat entre en vigueur et sont portés aux revenus selon la méthode de ventilation proportionnelle à l'ordre numérique inversé des périodes pour les contrats signés avant le 31 décembre 1983 et selon la méthode du taux constant de rendement pour les contrats signés après cette date.

Rapport des vérificateurs

Aux actionnaires de Crédit Industriel Desjardins Inc.

Nous avons vérifié le bilan consolidé de Crédit Industriel Desjardins Inc. au 31 décembre 1985 ainsi que les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et de l'évolution de l'actif relatif aux placements pour l'exercice terminé à cette date, et nous avons obtenu tous les renseignements et les explications demandés. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté, par conséquent, les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, au meilleur des renseignements et des explications qui nous ont été donnés et tel qu'il appert aux registres comptables de la compagnie, ces états financiers consolidés présentent fidèlement la situation financière de la compagnie au 31 décembre 1985 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de son actif relatif aux placements pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Mahieu Nisieux

Comptables agréés

Montréal, le 5 février 1986

**NOTES
COMPLÉMENTAIRES
AUX ÉTATS FINANCIERS
CONSOLIDÉS**

31 décembre 1985

Crédit Industriel Desjardins Inc.

Filiale non consolidée

c) Revenu net de location-exploitation

Le revenu net de location-exploitation représente les revenus de loyer des biens détenus pour fins de location-exploitation moins les frais directs afférents à la location de ces biens.

d) Provision pour pertes

Les prêts industriels et commerciaux ainsi que les créances provenant de contrats de location-financement sont révisés mensuellement par l'administration. Les pertes encourues et estimées, incluant les frais de liquidation, font l'objet d'une provision spécifique dans la période. C'est aussi la politique de la compagnie d'établir une provision générale sur les prêts industriels et commerciaux en cours.

e) Amortissement des biens détenus pour fins de location-exploitation

Le coût du matériel roulant détenu pour fins de location-exploitation est réduit des crédits d'impôts à l'investissement et son amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement constant sur la durée économique prévue.

f) Amortissement des immobilisations

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement constant sur la durée économique prévue pour le mobilier et l'équipement, le matériel informatique, le logiciel et le matériel roulant. Les améliorations locatives sont amorties sur la durée des baux.

g) Amortissement de l'escompte et des frais relatifs à la dette

L'escompte et les frais relatifs à la dette sont amortis selon la méthode de l'amortissement constant sur la durée de la dette.

h) Amortissement des frais d'émission d'actions

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement constant sur une période de 5 ans et est viré aux bénéfices non répartis déduction faite des impôts sur le revenu afférents.

i) Amortissement de l'achalandage

L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement constant sur une période de 20 ans.

2. Acquisition d'une filiale

En date du 1 juin 1985, la compagnie s'est porté acquéreur de la totalité des actions de Location de camions Locam Inc., entreprise œuvrant dans le domaine de la location à court et à long terme de camions. La transaction a été comptabilisée selon la méthode de l'achat pur et simple et, par conséquent, les résultats d'exploitation de Location de camions Locam Inc. ont été inclus aux états financiers consolidés à compter du 1 juin 1985.

L'actif net acquis lors de cette transaction se résume comme suit:

Biens détenus pour fins de location-exploitation	11 416 498 \$
Autres actifs	174 750
Achalandage de consolidation	1 558 903
Dette à long terme	(9 913 409)
Impôts sur le revenu reportés	(247 390)
Autres passifs	(639 352)
Prix d'acquisition	2 350 000 \$

Le prix d'acquisition de 2 350 000 \$ comprend un montant de 1 950 000 \$ déjà versé; le solde de 400 000 \$ sera acquitté sur une période de 4 ans.

3. Prêts industriels et commerciaux

La dette des emprunteurs est représentée par des hypothèques, obligations, débentures ou contrats de prêts garantis par des charges spécifiques et/ou flottantes et/ou des cautionnements. Les prêts à recevoir ne sont pas considérés comme rapidement négociables et échoient sur des périodes d'une durée maximale de 10 ans. Environ 63 200 000 \$ de prêts industriels et commerciaux échoient au cours des douze prochains mois.

La compagnie a consenti des prêts non déboursés en fin d'exercice pour un montant de 51 325 446 \$ dont 11 938 000 \$ est sujet à acceptation par les requérants.

4. Crées provenant de contrats de location-financement

	1985	1984
Les créances provenant de contrats de location-financement se composent des montants suivants:		
Total des paiements minimaux exigibles en vertu des contrats	159 069 143 \$	88 858 330 \$
Paiements de location reçus d'avance	3 904 543	2 231 746
	155 164 600	86 626 584
Revenu non gagné	33 604 598	16 845 860
	121 560 002 \$	69 780 724 \$

Les remboursements au cours du prochain exercice se chiffrent à environ 39 086 000 \$.

5. Provision pour pertes

	Générale	Spécifique	1985 Total	1984 Total
Provision au début	632 696 \$	1 914 727 \$	2 547 423 \$	3 672 078 \$
Provision de l'exercice	70 539	1 838 661	1 909 200	1 066 030
Montants radiés au cours de l'exercice		(1 375 528)	(1 375 528)	(2 190 685)
Provision à la fin	703 235 \$	2 377 860 \$	3 081 095 \$	2 547 423 \$

6. Biens détenus pour fins de location-exploitation

Matériel roulant détenu pour fins de location-exploitation	16 342 835 \$
Amortissement cumulé	3 515 947
	12 826 888
Débiteurs	1 560 625
	14 387 513 \$

NOTES
COMPLÉMENTAIRES
AUX ÉTATS FINANCIERS
CONSOLIDÉS

31 décembre 1985

Crédit Industriel Desjardins Inc.

Filiale non consolidée

7. Immobilisations

			1985	1984
	Coût	Amortissement cumulé	1985 Coût amorti	1984 Coût amorti
Matériel roulant	398 766 \$	92 726 \$	306 040 \$	197 003 \$
Mobilier et équipement	858 451	373 462	484 989	292 130
Matériel informatique	242 388	67 262	175 126	149 970
Logiciel	93 391	38 980	54 411	52 623
Améliorations locatives	336 924	163 351	173 573	190 793
	1 929 920 \$	735 781 \$	1 194 139 \$	882 519 \$

8. Autres actifs

	1985	1984
Escompte et frais amortis relatifs à la dette	2 049 196 \$	1 313 379 \$
Achalandage, au coût amorti	1 926 622	439 842
Autres	598 563	347 690
	4 574 381 \$	2 100 911 \$

9. Billets à ordre à court terme

Les billets à ordre à court terme sont émis par la compagnie en diverses coupures et pour des échéances ne dépassant pas habituellement 90 jours.

La compagnie s'est engagée à maintenir en tout temps des marges de crédit bancaire non utilisées suffisantes pour couvrir le montant total des billets à ordre à court terme en circulation. Au 31 décembre 1985, ces marges de crédit bancaire non utilisées totalisent 138,9 millions de dollars.

10. Billets garantis

Les billets sont garantis par une charge flottante sur tous les biens, droits et actifs de la compagnie et doivent respecter les exigences de l'acte de fiducie pourvoyant à la création de ces billets. Ces billets se répartissent comme suit:

	1985	1984
Billets à moyen terme	125 475 000 \$	78 000 000 \$
Série B, 10,50%, échéant le 15 décembre 1986	5 645 000	5 645 000
Série D, 10,00%, échéant le 15 juillet 1987	4 749 000	4 822 000
Série F, 10,00%, échéant le 3 octobre 1988	2 755 000	2 755 000

Les billets garantis à moyen terme viennent à échéance entre le 17 février 1986 et le 31 décembre 1990 et portent intérêt à des taux variables ou à des taux fixes variant entre 9,50% et 14,38% avec un taux moyen pondéré de 11,80%.

Les exigences maximales des fonds de remboursement et le montant requis pour rencontrer les échéances des billets garantis au cours des cinq prochains exercices s'établissent comme suit:

1986	48 180 000 \$	1989	20 000 000 \$
1987	32 209 000	1990	43 000 000
1988	25 235 000		

11. Dettes d'une filiale (Location de camions Locam Inc.)

Contrats de financement remboursables par versements mensuels, taux d'intérêt variable, garantis par du matériel roulant d'une valeur

comptable de 11 954 774 \$ 9 336 500 \$

Obligations relatives à la location de matériel roulant d'une valeur comptable de 839 338 \$, remboursables par versements mensuels

844 443 \$

10 180 943 \$

Les versements des cinq prochains exercices se chiffrent à:

1986	3 275 483 \$	1989	1 076 568 \$
1987	2 902 145	1990	173 022
1988	2 753 725		

12. Autres passifs

	1985	1984
Comptes à payer et frais courus	1 940 668 \$	893 641 \$
Intérêts courus	3 323 230	2 914 319
Solde dû sur acquisition de filiales	400 000	100 000
	5 663 898 \$	3 907 960 \$

**NOTES
COMPLÉMENTAIRES
AUX ÉTATS FINANCIERS
CONSOLIDÉS**

31 décembre 1985

Crédit Industriel Desjardins Inc.

Filiale non consolidée

13. Débentures

Les débentures sont subordonnées aux billets garantis et doivent respecter les exigences d'une convention de fiducie. Ces débentures se répartissent comme suit:

	1985	1984
Série B, taux variable, échéant le 31 décembre 1990	30 000 000 \$	7 000 000 \$
Série C, 13,25%, échéant le 18 janvier 1988	11 000 000	11 000 000
	41 000 000 \$	18 000 000 \$

Les exigences maximales des fonds de remboursement et le montant requis pour rencontrer les échéances des débentures au cours des cinq prochains exercices s'établissent comme suit:

1986	660 000 \$	1988	10 010 000 \$
1987	330 000	1990	30 000 000

14. Capital-actions

	1985	1984
Autorisé		
Un nombre illimité d'actions privilégiées, non votantes		
Un nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale		
Émis et payé		
500 000 actions privilégiées, série 1, 12,25% cumulatif, rachetables à compter du 1 février 1988	5 000 000 \$	5 000 000 \$
66 445 actions ordinaires	14 880 257	14 880 257
	19 880 257 \$	19 880 257 \$

15. Revenu net de location-exploitation

Revenu de location	7 152 753 \$
Frais directs de location	
Entretien et réparations du matériel roulant	936 903
Amortissement du matériel roulant	2 017 069
Intérêts sur la dette	1 226 237
Provision pour pertes	40 913
Autres frais	1 294 419
	5 515 541
	1 637 212
Revenu net de location-exploitation avant l'acquisition le 1er juin 1985	631 523
	1 005 689 \$

16. Impôts sur le revenu

	1985	1984
Bénéfice avant impôts	1 360 440 \$	695 561 \$
Revenus d'intérêt non imposables provenant de prêts consentis à titre d'obligations pour le développement de la petite entreprise	(2 158 483)	(2 800 762)
Autres éléments de conciliation	(812 608)	(1 294 748)
Perte comptable redressée	(1 610 651) \$	(3 399 949) \$
Impôts sur le revenu		
Avantage fiscal attribuable au report de la perte aux exercices subséquents	(682 916) \$	(489 628) \$
Reportés		(921 351)
	(682 916) \$	(1 410 979) \$

17. Engagements

En vertu de contrats de location-exploitation échéant à diverses dates, les versements minimaux futurs totalisent 5 007 908 \$. Les versements des cinq prochains exercices se répartissent comme suit: 1986, 743 422 \$; 1987, 578 861 \$; 1988, 487 536 \$; 1989, 315 471 \$ et 1990, 232 282 \$. De plus, une filiale, Location de camions Locam Inc., s'est engagée à acheter du matériel roulant pour fins de location-exploitation pour un montant d'environ 3 000 000 \$ en fin d'exercice.

18. Secteur d'activité

Le revenu de la compagnie provient principalement d'intérêts sur les prêts industriels et commerciaux et sur les créances provenant de contrats de location-financement.

19. Chiffres comparatifs

La présentation de certains postes de l'exercice précédent a été modifiée en fonction de celle de l'exercice courant.

20. Événement subséquent

En vertu d'une entente conclue le 5 février 1986, la compagnie s'est engagée à émettre à une institution financière canadienne qui s'est engagée à acheter une valeur de 5 000 000 \$ d'actions privilégiées de second rang, rachetables, à dividende cumulatif de 8,50% jusqu'au 30 septembre 1990 et variable par la suite.

MISSION CORPORATIVE

La Société d'investissement Desjardins a pour mission de promouvoir, par des apports de capitaux, le développement d'entreprises industrielles et commerciales ayant déjà franchi avec succès les étapes du démarrage et de l'implantation dans leurs marchés.

Les investissements de la SID se situent entre 0,5 million de dollars et 5 millions de dollars, et représentent en général des prises de participation minoritaires de l'ordre de 20% à 49% des actions votantes d'une société. Ces investissements, réalisés dans un contexte d'association avec les entrepreneurs majoritaires, sont reliés à une phase bien spécifique de la croissance des entreprises. Une fois les objectifs atteints, la SID et ses associés préparent en étroite collaboration le passage à l'étape suivante, qui peut comprendre, dans bien des cas, la mise en bourse de l'entreprise.

Un portefeuille bien diversifié

Les associés de la SID opèrent dans une quinzaine de grands secteurs industriels ou financiers, et rayonnent à partir du Québec, vers le Canada et dans plusieurs cas, vers les États-Unis.

En 1985, ces entreprises ont employé plus de 12 500 personnes, et leurs ventes combinées ont atteint 1,4 milliard de dollars. Cette diversification inclut l'alimentation, la restauration, l'assainissement des eaux, les produits de plastique et de caoutchouc, le meuble, les poutrelles d'acier et les semi-remorques, l'emballage de produits spécialisés, le transport routier et par citerne, les vins et spiritueux, les énergies renouvelables et le prêt et la location dans le domaine commercial et industriel.

L'importance du réseau d'affaires

La SID poursuit depuis 1974 son rôle de société de capital de développement qui est de stimuler, par ses investissements, la croissance des entreprises auxquelles elle est associée. Cette action a permis de constituer un réseau d'affaires favorisant la mise en commun d'expériences de gestion et de commercialisation, ainsi que l'identification de nouvelles occasions d'affaires. Une telle synergie se retrouve également en amont, entre la SID et ses propres actionnaires et fait de notre société un partenaire de plus en plus recherché par les entrepreneurs dynamiques.

Nos actionnaires

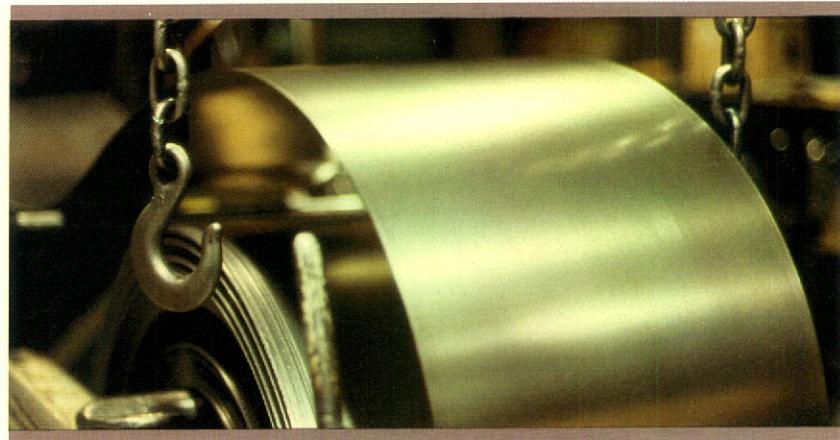
Les fédérations et institutions du Mouvement Desjardins (85,8%)
La Caisse de dépôt et placement du Québec (14,2%)

Nos associés

Credit Industriel Desjardins Inc.
Culinair Inc.
Le Groupe Canam Manac Inc.
Corporation de Gestion La Vérendrye
Corporation Provost Ltée
Camoplast Inc.
Celliers du Monde Inc.
Les Industries Ling Inc.
Sonexau Inc.
Petro-Sun International Inc.
Les Investissements G.F.C. Inc.
Pêcheries Cartier Inc.
Middlefield Capital Fund

Principales filiales et divisions

Location Pierre Lafleur Ltée
Location de camions Locam Inc.



Le Crédit Industriel Desjardins est une institution du Mouvement Desjardins offrant des services financiers spécialisés aux petites et moyennes entreprises québécoises. Le CID regroupe deux grands secteurs d'activité, le prêt à terme et la location commerciale. Dans ce dernier secteur, on retrouve la location-financement de véhicules et d'équipements effectuée par notre filiale Location Pierre Lafleur Ltée, et la location-exploitation de camions par le biais de Location de camions Locam Inc. Le service aux PME constitue l'axe central des opérations du CID, en n'excluant toutefois pas les services offerts aux particuliers (Location Pierre Lafleur) ainsi qu'aux grandes entreprises (Locam). Alors que le prêt à terme a tendance à s'aligner sur les cycles économiques, les effets sont moins directs dans le cas des activités de location, ce qui permet de stabiliser les revenus de l'ensemble du CID.

En termes de part de marché, le Mouvement Desjardins occupe environ 16% du marché du crédit commercial et industriel au Québec, tandis que ses parts de marché pour les autres secteurs d'activités finan-

cières sont de l'ordre de 35% à 40%. Le financement d'entreprises offre donc un potentiel de croissance intéressant, auquel le CID entend contribuer en collaboration étroite avec les autres composantes du Mouvement Desjardins. Dans le créneau où il est particulièrement actif, soit le crédit aux entreprises (de 250 000 \$ à 2 500 000 \$), la part de marché du CID au Québec est évaluée à environ 13,5 %.

Location Pierre Lafleur, de son côté, détient environ 20% du marché de la location à long terme de véhicules de promenade au Québec, tandis que Location de camions Locam occupe près de 6% du marché québécois de la location-exploitation.

S'adressant en premier lieu au marché de la PME, les divisions et filiales du CID sont structurées de manière à bien correspondre aux attentes des dirigeants de PME qui apprécient particulièrement la rapidité du service, la décentralisation des prises de décision et le professionnalisme.

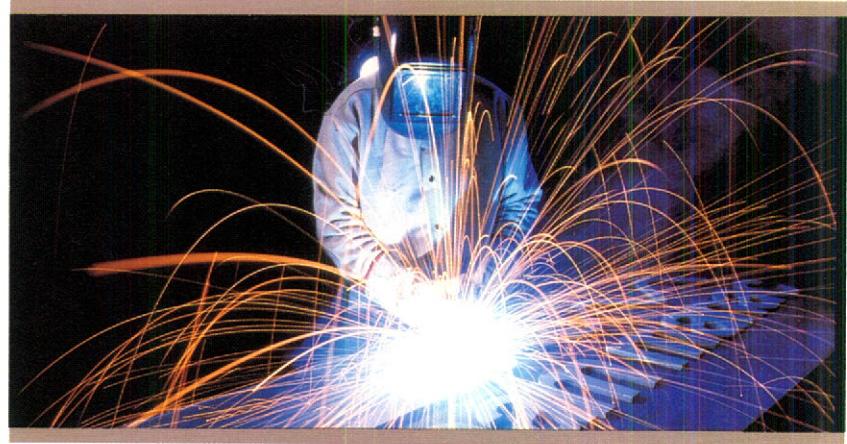
L'exercice 1985 s'est révélé excellent pour le CID. Notons l'amélioration du bénéfice avant impôt de 96%, en regard de l'exercice précédent, alors que le bénéfice net s'est

maintenu au même niveau qu'en 1984. Quant à l'actif, il a progressé de plus de 40%, passant de 268,4 millions de dollars à 379,7 millions de dollars. La division financement d'entreprises a octroyé 106,1 millions de dollars de nouveaux prêts. Location Pierre Lafleur a conclu de nouveaux contrats pour une somme de 96,5 millions de dollars. Enfin, le CID a acquis Location de camions Locam au cours de 1985. Cette opération a permis d'ajouter 15 millions de dollars de nouveaux éléments d'actif au bilan consolidé.

Le CID amorce l'année 1986 avec confiance et s'attend à des résultats encore meilleurs grâce, d'une part, au développement du marché de l'Outaouais tant en matière de financement d'entreprises que de location-financement, et grâce aussi à des efforts plus poussés de rentabilisation de l'activité de location-exploitation chez Locam. Enfin, les efforts de coordination et de collaboration amorcés au cours des derniers mois avec les autres composantes du Mouvement Desjardins devraient continuer de porter fruit et se traduire par une augmentation intéressante du volume de nouvelles affaires.

Principales filiales et divisions

Division Pitt Steel Holdings
 Division Les Aciers Canam
 Canam Steel Corp.
 Manac Inc.
 Biltrite Nightingale Inc.



Le Groupe Canam Manac est une entreprise industrielle spécialisée dans la fabrication de composantes métalliques de construction, de semi-remorques et de mobilier de bureau. La compagnie exploite 18 usines de fabrication dont huit au Québec, sept en Ontario et trois aux États-Unis.

La division Les Aciers Canam est le plus important fabricant canadien de poutrelles d'acier à courte et à longue portée destinées à la toiture ou au plancher dans la construction de bâtiments commerciaux, industriels et d'immeubles à étages multiples. La clientèle de Canam se compose surtout de fabricants d'acier de charpente. Sa position prédominante sur le marché canadien découle de la qualité du produit, du service adapté aux besoins de la clientèle et du degré de fiabilité dans les livraisons aux divers chantiers de construction d'Amérique du Nord.

La filiale américaine Canam Steel Corporation fabrique aussi des poutrelles d'acier

pour le marché américain à ses usines de Washington, du Missouri et de Point-of-Rocks, Maryland. Cette dernière usine, acquise en février 1986, accroîtra la part de Canam Steel à environ 10% du marché américain. Cette filiale agit de plus en plus comme maître d'œuvre de projets «clé en main», un secteur de son activité offrant un important potentiel de croissance.

Depuis leur acquisition en octobre 1985, les entreprises Pitt Steel de Toronto et Candiv Pitt de Montréal ont été intégrées au Groupe. Ces deux divisions sont des centres de service d'acier spécialisés dans l'entreposage, la transformation et la distribution de produits d'acier en feuilles, lisières et rouleaux à l'usage des manufacturiers de biens durables et de consommation tels les appareils électro-ménagers et les automobiles.

Manac est l'un des trois principaux fabricants de remorques et de semi-remorques au Canada. Les principaux produits fabri-

qués par Manac sont les fourgons de métal ou de contreplaqué renforcé de fibre de verre, les plates-formes, conteneurs et porte-conteneurs, les semi-remorques Rodech réservées au secteur forestier et autres semi-remorques utiles au transport spécialisé. Les objectifs principaux de Manac sont le développement de produits spécialisés et la réduction des coûts de fabrication, stratégie qui a porté fruit en 1985.

Le Groupe détient 55,4% de Biltrite Nightingale. Cette filiale, devenue publique en décembre 1985, résulte de l'acquisition par Meubles Biltrite des trois entreprises du groupe de Nightingale Industries de Toronto et de St-Romuald à l'automne 1985. À la suite de cette acquisition, Biltrite Nightingale Inc. offre une plus grande variété de fauteuils de bureau, de systèmes de bureau et de filières en métal qu'elle ajoute à sa gamme de mobilier de bureau en bois; cette grande diversité en fait l'un des plus importants fabricants de mobilier de bureau du Canada. Les produits Biltrite et Nightingale sont vendus par des représentants exclusifs à Montréal et à Toronto, et par des distributeurs et des agents manufacturiers ailleurs au Canada et aux États-Unis.

Les ventes de Le Groupe Canam Manac ont augmenté de 30% en 1985, passant de 203,8 millions de dollars à 265,5 millions de dollars. Le bénéfice net a quant à lui augmenté de 278%, passant de 6,8 millions de dollars à 18,8 millions de dollars, y compris des postes extraordinaires de 6,4 millions de dollars.

La stratégie d'expansion et de développement de Le Groupe Canam Manac vise à consolider l'emprise de ses filiales sur le marché canadien et à accroître de façon importante sa présence sur le marché américain.

Principales filiales et divisions

Groupe Pâtisserie et confiserie (Vachon, Stuart, Aliments Vachon)

Groupe Produits secs (Grissol, Vian-Lido, Unico)

Groupe Produits réfrigérés (Anco, Taillefer)

Groupe Restauration (Croissant + Plus, A&W, Pacini, Pastificio)



Culinar exerce ses activités dans les domaines de l'alimentation et de la restauration, et se situe parmi les dix premières entreprises canadiennes de la transformation alimentaire.

Au Canada, l'alimentation représente un vaste marché d'environ 30 milliards de dollars en 1985. À ce domaine, il faut ajouter celui de la restauration qui, à lui seul, constitue un marché supérieur à 10 milliards de dollars pour la même année. Culinar est une entreprise dont les ventes se concentrent dans le secteur de l'épicerie. Ce secteur est dominé par les chaînes et les groupes indépendants au Canada et compte 33 000 points de vente, des grandes surfaces aux dépanneurs.

Culinar occupe le premier rang au Canada dans le secteur de la pâtisserie, et le deuxième ou troisième rang dans d'autres secteurs. Ses marques sont fort connues dans l'ensemble canadien ou sur le territoire québécois. Mentionnons les marques les plus familiaires: Vachon, Stuart, Les Aliments Vachon, Vian, Lido, Grissol, Unico, Safflo, Anco et Taillefer. Culinar est ainsi un intervenant de première importance dans les secteurs suivants de la transformation des produits alimentaires: la pâtisserie, la confiserie, la biscuiterie, les produits de pani-cification, les marinades, les huiles végétales, les fromages fins et les viandes transformées. Pour assurer la vente de ses produits, Culinar possède un vaste réseau de distribution qui lui assure un accès à plus de 30 000 points de vente au Canada.

La compagnie œuvre aussi dans le domaine de la restauration avec des concepts reconnus, dont Pacini, Croissant + Plus et Pastificio. Le domaine de la restauration affiche une croissance assez vigoureuse grâce aux changements dans les habitudes de consommation et le mode de vie en général.

La restauration est un secteur beaucoup plus segmenté que celui des produits alimentaires, et on y trouve une multitude de concurrents. En quelques années, Culinar s'est taillée une place enviable dans l'ensemble du Canada et est devenue l'un des chefs de file de ce secteur.

Satisfaisant un besoin de base auprès d'une population parmi les mieux alimentées du monde, le marché global auquel s'adresse Culinar est en faible croissance. C'est donc par la recherche d'une meilleure efficacité et en prévoyant l'évolution des besoins des consommateurs que Culinar peut favoriser, dans le marché des aliments consommés à la maison, sa dynamique de croissance à partir de son infrastructure actuelle.

Le chiffre d'affaires de Culinar a atteint 402 millions de dollars en 1985 et sa rentabilité a été excellente. La compagnie croit être en mesure de maintenir au cours des prochaines années un niveau de croissance et de rentabilité supérieur à la moyenne du secteur. L'entreprise compte prendre une place plus importante dans l'ensemble du marché canadien de la transformation, de la distribution de produits alimentaires, ainsi que dans le secteur de la restauration.

CORPORATION DE GESTION LA VÉRENDRYE

Principales filiales et divisions

Groupe Brazeau Inc.
Transport Brazeau Inc.
Lane's Transport (Toronto) Ltd
Transport Brazeau (International) Inc.
A&H Express Lines Canada Ltd
Transports Route-Québec Inc.
Location Spéribel Inc.
Bel-Mont Transit Inc.



Poursuivant notre programme de rationalisation des activités entrepris en 1984, deux transactions ont été conclues au cours du dernier exercice. Le 11 septembre 1985, nous vendions Transport Salaberry Inc., spécialisée dans le transport par citerne, et le 20 septembre 1985, nous nous départissions de nos intérêts dans Québec Aviation Ltée, notre division du transport aérien. Les activités de La Vérendrye sont donc désormais concentrées dans le seul domaine du transport routier, plus précisément du transport général de marchandises.

Dans un secteur soumis à la déréglementation où la concurrence tarifaire est acharnée, et où chacun veut augmenter sa part de marché, l'acquisition est souvent le meilleur moyen d'améliorer la qualité du service tout en réduisant les coûts d'opération. Ainsi, le 22 mai 1985, nous avons conclu avec la Société Québécoise des Transports un protocole d'entente visant le regroupement des opérations du Groupe Brazeau et du Groupe Spéribel par le transfert, de la Société Québécoise des Transports à La Vérendrye, de toutes les actions en circulation de Les Entreprises Bussières Ltée, en échange de l'émission de 806 676 actions de catégorie A de La Vérendrye, soit environ 17% de la totalité des actions en circulation après cette émission.

Le Groupe Spéribel, qui comprend entre autres les divisions Speedway Express, Rimouski et Bellechasse Transport, apporte des revenus d'environ 55 millions de dollars.

Notre groupe de compagnies, connu sous le nom de *Le Groupe Transport Brazeau*, a donc un réseau qui s'étend maintenant aux 10 provinces canadiennes et à 48 états américains. Classé cinquième en importance au Canada, il est parmi les trois seuls transporteurs routiers qui exploitent à l'échelle canadienne. Il est représenté par 44 succursales au pays. Dans le but d'améliorer notre service et d'augmenter notre efficacité, nous avons créé des divisions spécialisées. Ainsi, nous serons en mesure de mieux répondre aux besoins précis de notre clientèle, qui provient presqu'exclusivement du secteur manufacturier, et de respecter encore davantage le slogan du groupe Brazeau: *Service +*.

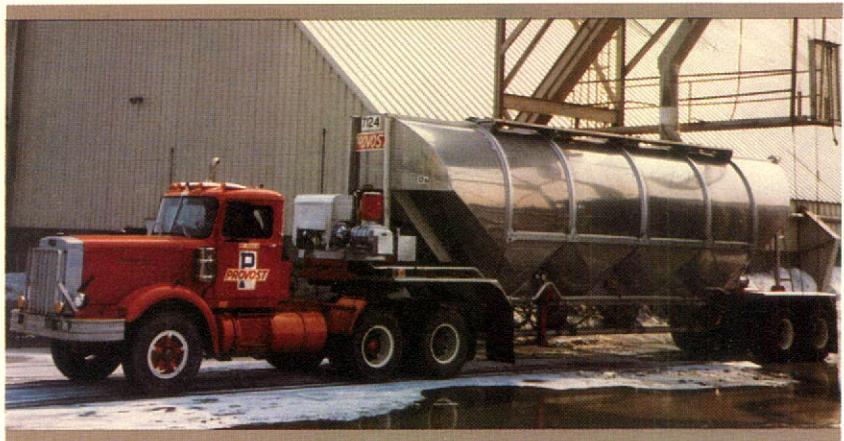
Les revenus de La Vérendrye pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1985 se sont élevés à 98,4 millions de dollars, soit 5,9% de moins que les 104,5 millions de dollars de 1984.

En 1985, beaucoup d'efforts ont été consacrés à la restructuration de la gestion, à l'acquisition et à l'intégration du groupe Spéribel, à l'obtention de nouveaux territoires et à la vente d'éléments d'actifs excédentaires. En 1986, nous nous efforcerons encore à améliorer notre service, à rechercher de nouveaux territoires, à augmenter notre productivité et notre efficacité, et à réduire les coûts.

Avec des revenus prévus de 150 millions de dollars, et des économies importantes anticipées au chapitre de l'exploitation, surtout avec l'acquisition du Groupe Spéribel, l'année 1986 devrait voir une nette amélioration de nos résultats et marquer un retour à la rentabilité.

Principales filiales et divisions

*Les Transports Provost Inc.
Quinnsway Transport Limited
Coastal Bulk Transport Limited
Brunswick Petroleum Transport Limited
Transport Salaberry Inc.
Hélicoptères Viking Limitée
Société générale de Services S.G.S. (1983) Inc.
François Nolin Limitée*



Comptant plus de 60 ans d'existence et par l'entremise de diverses filiales qui exercent leurs activités tant au Canada qu'à l'étranger, la Corporation Provost est devenue l'une des compagnies de transport les plus importantes d'Amérique du Nord. Voici les composantes de nos activités:

- le transport routier en vrac d'une multitude de produits, mais plus précisément de produits chimiques par camion-citerne,
- le transport par hélicoptère
- la vente de camions au détail.

Notre chiffre d'affaires atteint les 125 millions de dollars en 1985.

La division transport routier, avec plus de 35 ans d'expérience dans le domaine du transport de produits chimiques en vrac par camion-citerne, a acquis une renommée internationale. Ses compétences, son efficacité et son dynamisme en font une entreprise de services fiable et recherchée par les plus grands producteurs de produits chimiques. Avec ses mille citernes spécialisées et ses équipements de lavage, la compagnie fait appel aux techniques les plus perfectionnées dans ce domaine.

Notre clientèle est constituée principalement de compagnies multinationales qui exploitent des installations dans l'ensemble du pays et des États-Unis. Elle est très exigeante en ce qui concerne la sécurité, l'efficacité et l'expérience dans la manipulation de ses produits.

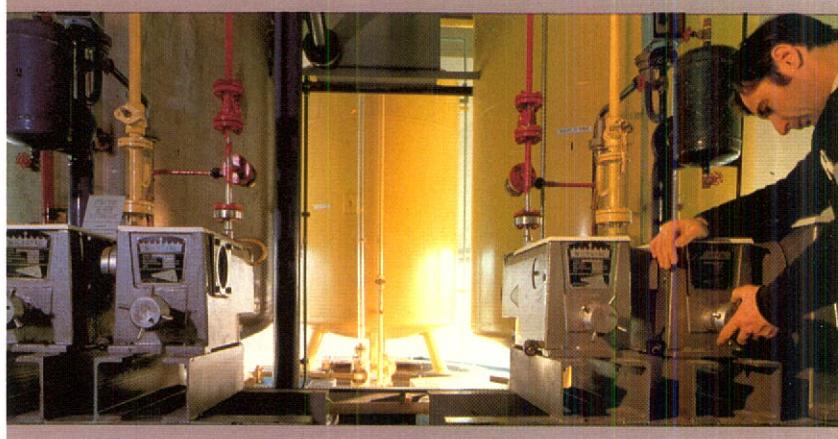
Le transport routier est un secteur d'activité qui évolue suivant les cycles économiques. Il est cependant moins touché à cause de l'étendue de son champ d'action et d'une concurrence plus restreinte. Des investissements considérables en matière d'actifs immobilisés nécessitent une réaction immédiate aux fluctuations de l'économie.

En 1979, Corporation Provost décide de diversifier ses opérations, notamment dans le secteur du transport par hélicoptère. Après l'acquisition de 50% des actions d'une petite entreprise, la division procède rapidement à l'acquisition de cinq autres compagnies, ce qui lui permet d'accéder aux marchés canadien et international. La clientèle est constituée de compagnies multinationales ou organismes gouvernementaux des secteurs de la santé, du pétrole, des mines et de l'énergie en général. C'est une clientèle de choix qui recherche un haut niveau d'expérience et de professionnalisme.

Mentionnons finalement que Corporation Provost est engagée dans la vente de camions au détail par le biais de franchises sur un territoire bien délimité. La part de marché, dans ce domaine d'activité, est passée de 5% à 18% au cours des six dernières années. Notre clientèle est très diversifiée, ce qui nécessite un démarchage des plus efficaces et un contrôle serré des investissements dans les stocks.

Suite à un exercice de planification stratégique entrepris en 1985, Corporation Provost entend s'assurer d'une meilleure pénétration des marchés de l'ouest du Québec et des États-Unis au niveau du transport routier.

Principales filiales et divisions
Inspectronic Ltée
Lab-Teq Inc.



L'année 1985 a été marquée par la vogue du concept de privatisation dans l'administration municipale au Québec. En effet, ce thème a donné lieu à de multiples débats publics, colloques, articles de revues spécialisées et même à la création d'une commission d'enquête, la Commission Parizeau. C'est dire l'ampleur des enjeux dans lesquels s'inscrivent les activités de Sonexea, société qui s'occupe de la gestion de l'eau.

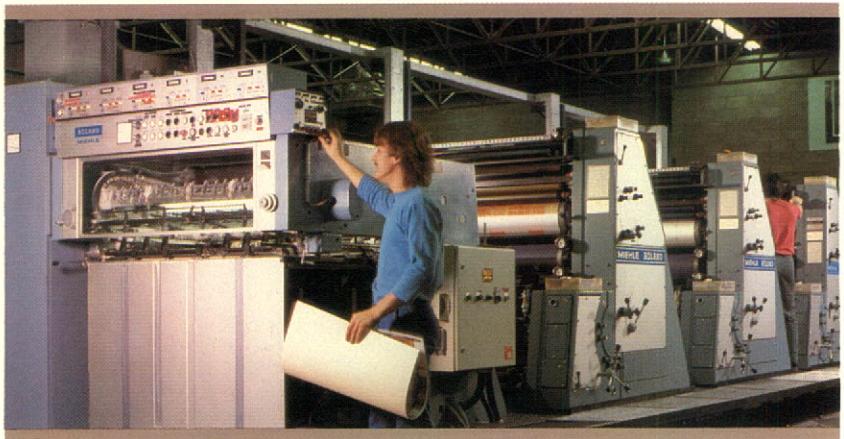
Comme ce secteur représente celui qui est le plus éminemment privatisable, Sonexea a décidé, à la fin de 1985, d'orienter ses efforts vers la promotion d'une solution globale en matière de gestion de l'eau: la concession. Il va sans dire que la compagnie ne néglige pas pour autant la recherche active de contrats d'affermage d'autres services. En outre, puisque nos concurrents axent davantage leurs services en assainissement, nous nous attaquons surtout aux problèmes d'eau potable.

À l'heure actuelle, aucun groupe concurrent n'offre des services complets, à savoir le financement, la gestion des usines et des réseaux. À titre d'exemple, signalons trois municipalités (Laurier Station, Bromont, Lauzon), lesquelles désirent recevoir des propositions fermes de concession. Mais la réussite de ce service repose sur l'aval des ministres de l'Environnement et des Affaires municipales, outre la modification de certaines lois. De plus, il sera nécessaire d'obtenir des offres de financement concurrentielles. Nous avons tout de même bon espoir que ces difficultés seront aplaniées.

Sur le plan organisationnel, Sonexea a vu un actionnaire important, Gaz Métropolitain, s'intégrer à l'entreprise au début de 1985. Les filiales, Inspectronic (entretien et réparation de réseaux) et Lab-Teq (expertise en traitement de l'eau) permet-

tent à Sonexea d'offrir une véritable solution de rechange aux municipalités confrontées à des problèmes complexes de gestion de l'eau.

Forte d'un chiffre d'affaires consolidé de 1,6 million de dollars en 1985, la compagnie entend bien le doubler en 1986. C'est dans cette perspective que Sonexea, s'appuyant sur ses compétences humaines et techniques, envisage de s'imposer dans ce marché et de devenir l'une des grandes sociétés privées de la gestion de l'eau au Québec.



Les Industries Ling évolue depuis 1960, dans le secteur de l'emballage en carton pliant imprimé. Ce marché a connu un taux de croissance d'environ 5 % par an au cours des dernières années et se situe aux environs de 90 millions de dollars. Nous comptons parmi les 20 % plus importants producteurs de carton imprimé au Canada et plus de 80 % de notre production est destinée à des entreprises du secteur alimentaire, principalement au Québec et dans les Maritimes.

Nous terminons l'exercice 1985 avec un chiffre d'affaires de plus de 11,5 millions de dollars, ce qui représente 13% du marché canadien.

Notre concentration dans le secteur alimentaire nous rend moins vulnérable aux cycles économiques et nous a permis de maintenir, de 1978 à 1984, une croissance supérieure à 20% par an. En 1985, la croissance a été plus modeste, soit 8,2%. Nous avons complété, au cours de l'année, un projet d'investissement de 3,4 millions de dollars consacré à l'agrandissement de l'usine et à une nouvelle chaîne de production comprenant une presse à imprimer, une presse à découper et une colleuse.

La croissance des ventes est estimée à 22% en 1986; les résultats du premier trimestre et le carnet de commandes viennent confirmer que nous sommes en voie d'atteindre notre objectif. Nos clients cibles sont les multinationales du secteur de l'alimentation qui desservent l'Amérique du Nord.

Nous avons appris à servir ce marché exigeant de l'emballage alimentaire; les délais de production sont courts, les changements d'impression fréquents et le contrôle de qualité rigoureux.

Nos investissements nous ont permis de satisfaire aux attentes de notre clientèle. En

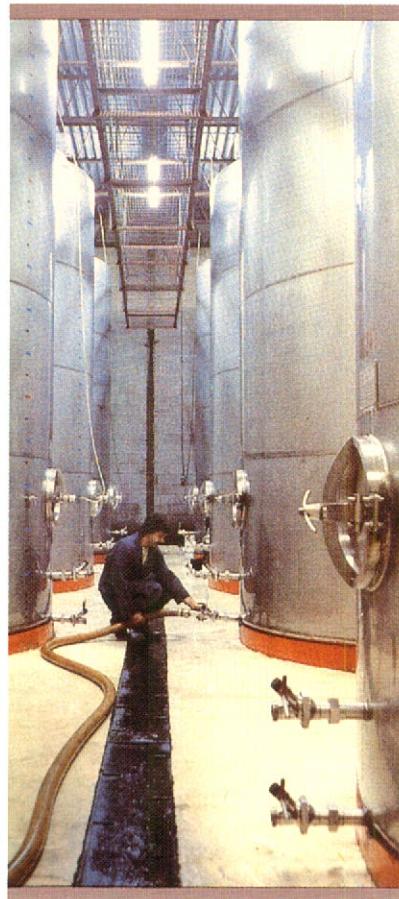
outre, nous possédons un équipement moderne qui réduit le temps de mise en train et les tirages rapides. Notre qualité d'impression et de façonnage dépasse les normes fixées par ce marché. Nous offrons également l'exclusivité du cirage, un avantage important pour pénétrer le secteur du poisson et du surgelé.

Notre type de gestion est également bien adapté à ces exigences. Les équipes de production sont jeunes et leur participation aux bénéfices de l'entreprise sert à développer leur souci de l'excellence.

Le plan de développement à court terme vise à offrir une gamme complémentaire de services. Nous prévoyons l'acquisition d'équipements pour le montage de films et de plaques, ainsi que pour l'application de vernis spéciaux. À plus long terme, nous comptons bien ajouter une chaîne de production réservée aux grands tirages.

*Principale filiale et division
Lubec Inc.*

Fondée en 1971, Celliers du Monde est une entreprise spécialisée dans la production, l'importation et la commercialisation d'apéritifs, de cidres et de vins.



Dotée d'une nouvelle équipe de direction depuis septembre 1985, Celliers du Monde s'appuie maintenant sur une structure marketing et ventes responsable de la commercialisation de ses propres produits ainsi que de la représentation de maisons européennes au Québec dont: Champagnes Taittinger, Cognac Larsen, vins des maisons Société des Vins de France, Claude Verdier, ETS Cordier, Domaines Jacques Morin, etc.

Celliers du Monde est propriétaire d'un complexe vinicole industriel d'une superficie de 7 062 mètres carrés et d'une capacité de cuvage de 35 000 hectolitres, situé à 60 kilomètres au sud-ouest de Montréal. L'entreprise compte un effectif de 45 personnes et on la considère comme l'une des plus dynamiques du milieu des vins et cidres du Québec, dans un marché en pleine expansion.

La distribution des produits Celliers du Monde s'effectue par le biais de deux réseaux bien distincts: les succursales de la Société des Alcools du Québec et les épiceries. Sur un marché global au Québec de 70 millions de litres de vins vendus en 1985 (une augmentation de 5% sur l'année précédente),

60% a été écoulé par la SAQ et 40% par les épiceries. Les vineries québécoises réalisent 75% de leurs ventes par ce dernier réseau dont l'importance s'est accrue de 10% en 1985.

Le marché des cidres a lui-même connu une augmentation de son volume de ventes de 93%, totalisant 2,5 millions de litres en 1985; la mise en marché, en 1980, des cidres apéritifs à base de pommes en est la principale responsable.

La part de marché de Celliers du Monde passait de la septième à la cinquième place à la fin du mois de décembre 1985. La compagnie entend continuer cette ascension en 1986 et doubler ses ventes actuelles par le lancement de nouveaux vins sur le marché.

Celliers du Monde s'est illustrée par l'obtention de deux médailles d'or, d'une médaille d'argent et de quatre médailles de bronze pour les vins qu'elle a soumis au concours Sélections Mondiales 1985 et Vinitas 1985. Ces distinctions lui ont été conférées dans le cadre du dernier Salon international des vins et spiritueux de Montréal. Fière de ces résultats et consciente de la forte croissance de la consommation de vins per capita, l'équipe entière de Celliers du Monde est confiante d'atteindre ses objectifs en 1986.

Aperçu des produits commercialisés par Celliers du Monde Inc.:

Apéritifs:

Apérossimo Blanc, Rouge, Moitié-Moitié et Mundial.

Vins:

Le Forêt Noire, blanc léger

Le Gourmet, blanc léger et rouge sec

Bau Manière, Muscadet

Cousins de France, blanc sec et rouge sec

La Nuit Volage, blanc sec et rouge sec

Cidres:

St-Antoine Abbé

Principales filiales et divisions

Division Roski
Division Rockland
Division Mode
Division Lasalle



Camoplast, une entreprise à capitaux entièrement québécois, oeuvre dans le domaine des composantes polymériques (plastique, fibre de verre, caoutchouc et vêtement spécialisé) destinées au secteur industriel en général, mais surtout aux domaines du transport, de la bureautique et de la motoneige. Le domaine du transport représente 50% des ventes de la compagnie, tandis que les secteurs de la bureautique et de la motoneige représentent respectivement 28% et 22% de nos ventes.

Depuis sa fondation, Camoplast a su mettre à profit les connaissances techniques acquises dans le domaine de la motoneige, pour augmenter rapidement ses ventes dans deux secteurs de prédilection: le transport (pièces d'automobile, de camion et de wagon de chemin de fer) et la bureautique, où Camoplast est devenue, entre autres, le principal fournisseur d'une des plus grandes multinationales en ce domaine.

La diversification dans ces trois marché des plus importants devrait permettre à Camoplast de se bien positionner en cas de cycle économique défavorable.

Camoplast produit des composantes à haute technicité qu'elle vend à certains secteurs. Elle offre à ses clients un service d'ingénierie et de conception ainsi que des systèmes de contrôle par procédé statistique, des réseaux de communication informatisés couplés aux modems de ses clients.

En 1985, Camoplast a réalisé un chiffre d'affaires de plus de 40 millions de dollars.

Les composantes de plastique du type fabriqué par Camoplast devraient continuer à connaître une bonne croissance au cours des années à venir. La compagnie a agrandi, en 1985, deux de ses usines pour mieux répondre à une demande accrue. De plus, elle étudie présentement la possibilité

d'investir dans d'autres techniques de plastique et de caoutchouc synthétique pour maintenir et augmenter sa part de marché-cible.

Enfin, Camoplast songe à parfaire la gamme de produits de la Division Mode pour la rapprocher des secteurs visés par les autres divisions, et plus particulièrement du secteur automobile. Cette stratégie permettra d'augmenter ses ventes et sa rentabilité.

P LACEMENTS DE PORTEFEUILLE



Petro-Sun International Inc.

La SID poursuit son implication dans le secteur des nouvelles technologies par le biais de Petro-Sun International Inc. Les activités de cette entreprise se situent au niveau de la conception, de la fabrication et de la mise en marché d'équipements reliés aux énergies non conventionnelles, dans le but de développer des produits innovateurs et d'offrir son expertise sur le marché mondial.

Petro-Sun International exploite deux usines de fabrication à Longueuil et à Boucherville, comprenant chacune un centre de recherche et de développement, une troisième en Ontario, ainsi que des bureaux de vente et d'ingénierie à Longueuil et en Ontario.

Middlefield Capital Fund

La SID a effectué un investissement dans Middlefield Capital Fund, un fonds de capital de risque qui réalise des investissements à l'échelle canadienne. Ce fonds de 32 millions de dollars a réalisé cinq investissements en 1985 dans des firmes de haute technologie, des entreprises de fabrication et des organisations de services. L'objectif du fonds est de bâtir, sur une période de dix ans, un portefeuille d'une quarantaine d'investissements dans différentes industries, d'un montant moyen de 750 000 \$ par investissement. D'autres groupes du Mouvement Desjardins se sont associés à la SID pour prendre une participation dans cette entreprise.

Pêcheries Cartier Inc.

Pêcheries Cartier, une société du gouvernement fédéral, exploite des usines de transformation de poissons congelés salés et salés-séchés, antérieurement opérées par les Pêcheurs Unis du Québec. Avec certaines fédérations du Mouvement Desjardins, la SID participe au développement de cette société, dont la principale mission est de transformer, de commercialiser et de promouvoir les produits de la mer, et d'opérer une usine de construction et de réparation de bateaux de pêche.

Les Investissements G.F.C. Inc.

La SID possède un placement dans Les Investissements G.F.C., une entreprise de financement immobilier pour les coopératives d'alimentation de la région de Montréal.



Siège social

1, Complexe Desjardins
Bureau 1222
Case postale 760
Succursale Desjardins
Montréal (Québec) H5B 1B8
Tél.: (514) 281-7676

